

L'EPINE d'OBAMA

Par Jean-Claude Courdy

Parmi les dossiers les plus épineux qui s'accumulent sur le bureau du nouveau Président, Israël-Palestine ressort du dessous de la pile. Il y a longtemps que la boîte de Pandore tantôt ouverte tantôt refermée empoisonne l'atmosphère des relations internationales. C'est comme une sorte de plante vénéneuse sur laquelle, à peine sortie de terre, viennent se greffer des parasites toxiques comme l'affaire d'Irak, l'Afghanistan, le Pakistan, la nébuleuse d'Al Qaïda, l'Iran et j'en passe. Pour l'Amérique comme pour l'Europe, il n'y a d'autre issue que d'éradiquer un venin que l'administration Bush a laissé se répandre, lorsqu'elle ne l'a pas sciemment répandu elle-même.

La première tâche consiste à pointer du doigt les erreurs graves et nombreuses dont se sont rendus coupables les gouvernements de Washington, de Jérusalem voire certains gouvernements européens atteints de « suivisme ». On se rappelle le courage politique de la France qui a manifesté par la voix de Dominique de Villepin son désaccord devant une décision déraisonnable prise à partir de fausses informations. Dans une interview récente à la chaîne américaine ABC, George W. Bush a rejeté la responsabilité de son erreur irakienne sur les insuffisances de la CIA. Certains observateurs américains ne se gênent pas pour trouver un peu courte, l'explication de celui qui est désormais l'ancien président.

Mais l'Irak n'est en fait que la partie visible de l'iceberg. Beaucoup plus ancien et plus déstabilisant, le problème palestinien a généré de la part des Etats-Unis une constante politique accentuée par l'administration de G.W. Bush : le soutien inconditionnel à Israël. Dans un article du New York Herald Tribune, l'éditorialiste Roger Cohen se réfère à une interview que le Premier Ministre sortant d'Israël, Ehud Olmert a donné en septembre dernier, au quotidien israélien Yedioth Ahronoth. Son message de départ sonne comme un mea culpa. En énumérant les intransigeances du gouvernement d'Israël, il vise la politique globale des Etats-Unis au Proche-Orient.

Barak Obama, comme ses prédécesseurs fermera-t-il les yeux sur les erreurs de la colonisation de la « West Bank » ? Il est temps, a affirmé Ehud Olmert, de régler notre contentieux avec la Syrie et les Palestiniens. Nous ne pourrons pas y arriver sans restituer à la Syrie tout ou partie du Golan. Nous devons nous retirer de tous les territoires occupés. Tous ? a questionné le journaliste ; tous a répondu Olmert ; y compris la partie est de Jérusalem ? a insisté le journaliste. Y compris Jérusalem, a répondu Olmert.

Ce message émane, on le sait d'un homme rattrapé par la justice de son pays pour fraude. Il convient cependant de réfléchir à l'avis d'un homme politique qui a été l'un des plus

intransigeants de l'extrême droite israélienne. L'avertissement qu'il donne s'adresse plus spécialement à la nouvelle secrétaire d'Etat, Hillary Clinton, qui occupera son poste le 20 janvier prochain. Durant sa campagne électorale, n'a-t-elle pas déclaré que les Etats-Unis se tenaient aux cotés d'Israël maintenant et pour toujours...Ce n'est pas suffisant, a l'air de rétorquer Ehud Olmert, les Etats-Unis devraient aussi parfois se dresser contre nous de manière que nous puissions échapper à une politique d'éternel militarisme.

L'éditorialiste, Roger Cohen ajoute que les Palestiniens doivent aussi accepter un compromis, en renonçant notamment au terrorisme. Les concessions de chacun passent par un accord sur l'existence de deux Etats et sans doute, un retour aux frontières de 1967. Cet objectif demandera un engagement ferme des Etats-Unis, une fermeté amicale à l'égard d'Israël, mais une fermeté tout de même. Israël possède au moins cent cinquante armes atomiques ; c'est ce qu'a affirmé l'ancien président Jimmy Carters, selon l'agence Reuters. Sa capacité militaire dépasse celle de tous les pays du Proche-Orient réunis, donc sa sécurité n'est pas actuellement en jeu.

Les observateurs américains s'accordent pour penser que ce sera là le premier dossier que la nouvelle équipe d'Obama aura à traiter en matière de politique extérieure.

Jean-Claude COURDY